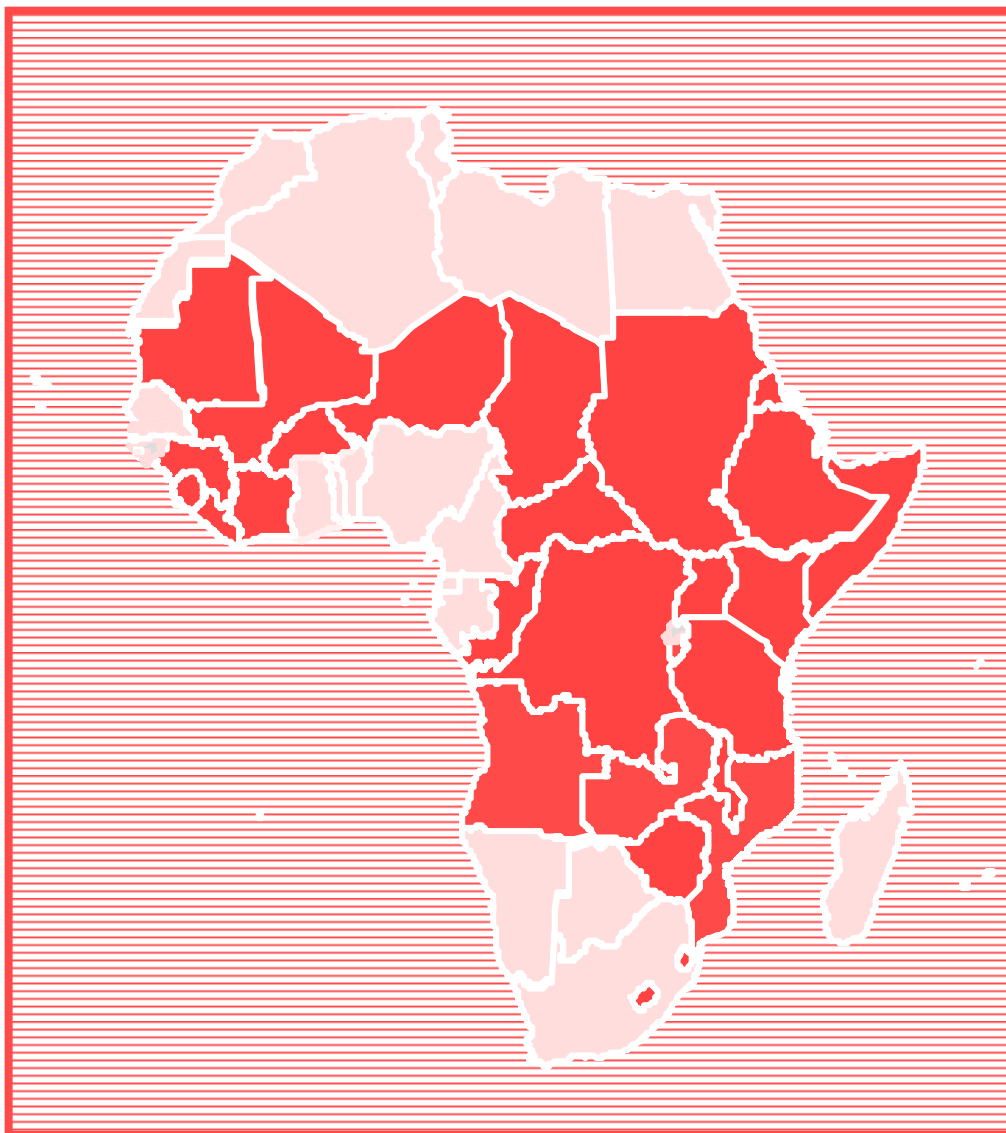


SITUATION ALIMENTAIRE ET PERSPECTIVES DE RÉCOLTE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

No. 3

Décembre 2005



Pays ayant besoin d'une aide extérieure d'urgence:

Angola, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Zambie, Zimbabwe



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

INTRODUCTION

Le présent rapport est le troisième et dernier pour 2005 de la série de rapports établis par le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO sur la situation des disponibilités alimentaires et les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire de l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Il a pour objet de fournir aux gouvernements, aux organisations internationales et aux autres organisations chargées des opérations humanitaires les analyses et les informations les plus récentes sur la situation alimentaire de ces pays.

On trouvera dans l'introduction la liste des pays de la sous-région confrontés à de graves pénuries alimentaires ou à d'autres causes d'insécurité alimentaire (par exemple, manque d'accès généralisé, grave insécurité alimentaire localisée). Suit la section du rapport intitulée "Faits saillants".

La Première partie comporte une évaluation des perspectives de récoltes et de la situation des disponibilités alimentaires par sous-région. Le présent rapport contient des tableaux, numérotés de 1 à 6, concernant la production, les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire. L'information sur les annonces d'aide alimentaire, les opérations triangulaires et les achats locaux est fondée sur les données transmises au SMIAR, à la mi-novembre, par le Programme alimentaire mondial.

La Deuxième partie, consacrée aux bilans céréaliers, présente des données clés par pays, notamment les besoins d'importations et d'aide alimentaire en céréales.

PAYS AYANT BESOIN D'UNE AIDE EXTÉRIEURE D'URGENCE (27 pays au total)

Nature de l'insécurité alimentaire

• Pénuries alimentaires globales

Burundi
Érythrée
Éthiopie
Lesotho
Malawi
Somalie
Swaziland
Zimbabwe

Causes principales

Troubles civils, PDI et rapatriés
Sécheresse, PDI, rapatriés, cherté des produits alimentaires
Sécheresse, PDI, cherté des produits alimentaires
Sécheresse localisée
Sécheresse localisée, cherté des produits alimentaires
Troubles civils, sécheresse localisée
Sécheresse localisée
Difficultés économiques

• Manque d'accès généralisé

Libéria
Mauritanie
Niger
Sierra Leone

Troubles civils récents, PDI
Répercussions de la sécheresse et des infestations acridiennes de 2004
Répercussions de la sécheresse et des infestations acridiennes de 2004
Rapatriés, réfugiés

• Grave insécurité alimentaire localisée

Angola
Burkina Faso
Congo Rép. du
Congo, Rép. dém.
Côte d'Ivoire
Guinée
Kenya
Mali
Mozambique
Ouganda
Rép. centrafricaine
Soudan
Tanzanie, R.-U.
Tchad
Zambie

Réinstallation des rapatriés
Répercussions de la sécheresse et des infestations acridiennes de 2004
PDI, réfugiés
Troubles civils, PDI et réfugiés
Troubles civils, PDI
PDI, réfugiés
Sécheresse localisée
Répercussions de la sécheresse et des infestations acridiennes de 2004
Sécheresse localisée
Troubles civils, PDI
Troubles civils récents
Troubles civils, rapatriés, sécheresse localisée
Sécheresse localisée
Réfugiés
Sécheresse localisée

Les conditions pouvant changer rapidement et les informations publiées ne représentant pas forcément les données les plus à jour sur lesquelles fonder une intervention, les demandes ou rectificatifs doivent être adressés à M. Henri Josserand, Chef du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation (ESCG), FAO, Rome (Télécopie: +39-06-5705-4495, courrier électronique: GIEWS1@FAO.ORG).

Prière de noter que le présent rapport est également disponible sur le site web de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

FAITS SAILLANTS

Afrique de l'Est

- La récolte des céréales de la campagne principale de 2005 est en cours dans le nord de la sous-région, tandis qu'elle est terminée dans le sud.
- L'amélioration générale des récoltes en 2005 par rapport à 2004 devrait accroître les disponibilités vivrières dans la plupart des pays de la sous-région.
- La situation globale des disponibilités alimentaires demeure toutefois précaire et des taux de malnutrition élevés sont signalés dans plusieurs pays, sous l'effet de la guerre, des déplacements et des sécheresses passés.
- En Somalie, la récolte de la campagne principale "gu" inférieure à la moyenne rentrée en 2005 dans le sud et la recrudescence des troubles intérieurs ont exacerbé la situation déjà précaire des disponibilités alimentaires. Près d'un million de personnes ont besoin d'une aide humanitaire.
- La situation des disponibilités vivrières au Soudan est également inquiétante, du fait de la persistance du conflit et des déplacements de population, qui ont entraîné une grave insécurité alimentaire, notamment dans le Darfour et dans le sud du Soudan.

Afrique australe

- Les semis des cultures de la campagne principale ont été retardés du fait de la pluviosité insuffisante jusque-là dans la plupart des pays de la sous-région.
- L'insécurité alimentaire est en train de s'aggraver pendant la présente période de soudure, et près de 12 millions de personnes, principalement au Zimbabwe et au Malawi, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.
- Des pénuries d'intrants essentiels tels que semences, engrais et puissance de traction sont signalées au Zimbabwe. La forte inflation, conjuguée aux pénuries de carburant et aux problèmes de transport, aggrave l'insécurité alimentaire.
- Au Malawi, les prix du maïs, principale denrée de base, continuent de monter en flèche sur les marchés. Jusqu'à présent, les importations commerciales et les livraisons d'aide alimentaire ont été modestes en dépit des volumes considérables qui ont été promis par les donateurs internationaux.
- La récolte record de maïs enregistrée en Afrique du Sud (12,4 millions de tonnes) pourrait dégager un excédent exportable d'environ 4,66 millions de tonnes, ce qui suffira largement à couvrir les besoins de la sous-région.

Afrique de l'Ouest

- Les récoltes s'annoncent bonnes dans le Sahel, suite aux conditions météorologiques généralement favorables qui ont régné tout au long de la campagne de végétation.
- Toutefois, la grave crise alimentaire qui a frappé la sous-région en 2004/05 a eu des répercussions très négatives sur les revenus, les moyens de subsistance et la nutrition, et a conduit les ménages à liquider leurs actifs, y compris les animaux, ainsi qu'à s'endetter fortement, notamment au Niger et en certains endroits du Burkina Faso, du Mali et de la Mauritanie.
- En dépit de l'amélioration de la situation des disponibilités vivrières dans ces pays, une aide reste nécessaire en vue de mener des activités permettant de dégager un revenu et de reconstituer les actifs, de manière à renforcer l'accès à la nourriture des ménages vulnérables.
- En Côte d'Ivoire, l'insécurité et la division de fait du pays continuent d'entraver la production agricole et les activités commerciales.
- En Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés continuent d'avoir besoin d'une aide alimentaire.

Afrique centrale

- Les perspectives concernant la récolte et la sécurité alimentaire sont mauvaises dans plusieurs pays en raison des troubles civils et de l'insécurité.
- La récolte s'annonce en général bonne au Cameroun, mais l'insécurité alimentaire persiste dans le département du Logone et Chari, qui a connu une grave crise alimentaire en 2005.
- Le Système d'alerte rapide du Burundi a mis en garde contre une grave insécurité alimentaire au début décembre 2005 du fait d'un épisode de sécheresse prolongée. Des conditions climatiques similaires devraient compromettre les récoltes de la campagne A de 2006.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Introduction	ii
Faits saillants	iii
Table des matières	iv
Première partie: Situation par sous-région	1
- Afrique de l'Est	1
- Afrique australe	4
- Afrique de l'Ouest	8
- Afrique centrale	12
- Le point sur les annonces et les livraisons d'aide alimentaire	13
Tableau 1. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région en 2004/05 ou 2005	14
Tableau 2. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 2005/06	14
Tableau 3. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005	15
Tableau 4. Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005	16
Tableau 5. Achats locaux en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005	16
Tableau 6. Contributions d'aide alimentaire en céréales et pourcentage livré en 2004/05 ou 2005	17
Traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires	18
Terminologie	19

PREMIÈRE PARTIE: POSITION PAR SOUS-RÉGION

CALENDRIER DES CULTURES CÉRÉALIÈRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les semis des cultures de la campagne principale sont en cours en Afrique australe. En Afrique de l'Est, les cultures parviennent à maturation ou sont actuellement moissonnées, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, la récolte s'achève dans le Sahel mais est encore en cours dans les pays côtiers. Le calendrier des cultures céréalières pour l'Afrique subsaharienne figure ci-dessous.

Sous-région	Cultures céréalières	
	Semis	Récolte
Afrique de l'Est ^{1/}	mars-juin	août-décembre
Afrique australe	octobre-décembre	avril-juin
Afrique de l'Ouest		
- Zones côtières (première campagne)	mars-avril	juillet-septembre
(seconde campagne)	août-septembre	novembre-décembre
- Zone du Sahel	juin-juillet	octobre-novembre
Afrique centrale ^{1/}	avril-juin	août-décembre

^{1/} Hormis le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo qui ont deux campagnes principales, et la République-Unie de Tanzanie, dont la campagne principale suit le calendrier des semis de l'Afrique australe. Au Soudan, les semis des céréales secondaires se font en juin-juillet et la récolte d'octobre à décembre.

En **Afrique de l'Est**, la moisson des céréales de la campagne principale de 2005 est en cours dans les zones septentrionales de la sous-région, tandis qu'elle est achevée dans les zones méridionales. La production céréalière totale de la sous-région pour 2005 devrait augmenter par rapport au niveau de l'an dernier. Toutefois, une mauvaise récolte dans le sud de la Somalie, conjuguée à l'accroissement de l'insécurité, suscite de graves préoccupations.

En **Érythrée**, la moisson des cultures de la campagne principale ("Kremti") de 2005 a commencé et la récolte s'annonce en général favorable suite à une bonne répartition de la pluviosité. Selon les estimations préliminaires du Ministère de l'agriculture, la production céréalière serait deux à trois fois supérieure à la récolte de 2004, qui avait atteint 85 000 tonnes. Toutefois, même les bonnes années, l'Érythrée ne produit qu'une petite partie de la nourriture dont elle a besoin, à savoir de 500 000 à 600 000 tonnes environ, et dépend largement des importations.

Ces dernières années, la situation alimentaire s'est nettement dégradée du fait des mauvaises récoltes consécutives et des effets encore sensibles de la guerre avec l'Éthiopie voisine, auxquels il faut ajouter de graves déséquilibres macro-économiques qui ont des répercussions négatives sur la capacité d'importation du pays. La cherté des céréales continue de peser sur le pouvoir d'achat et la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population. Par exemple, en juillet, les prix du marché du sorgho blanc - principale culture de base, avaient doublé ou plus que doublé à Barentu et Keren par rapport à la même époque l'an dernier. En septembre, les prix du sorgho blanc à Asmara étaient deux fois plus élevés que la moyenne enregistrée de 1998 à 2004. Bien que la récolte en cours commence à arriver sur les marchés, la montée en flèche des prix du carburant a contribué à relever les prix de toutes les marchandises et pourrait contrecarrer l'impact des bons résultats sur les prix des produits alimentaires. Le prix de l'essence a augmenté au cours du mois d'août, passant de 32 Nakfa le litre à 38 Nakfa le litre, tandis que celui du diesel est passé de 12 à 16 Nakfa le litre.

Environ 2 millions de personnes, dont beaucoup souffrent déjà de sous-alimentation chronique, sont touchées à divers degrés par des pénuries alimentaires, dont 1,3 à 1,4 million auraient besoin d'une aide alimentaire. Toutefois, depuis septembre 2005 les distributions générales de vivres destinées aux victimes de la sécheresse/du conflit sont suspendues; en effet, soucieux d'éviter une dépendance trop forte, le gouvernement a suggéré de multiplier plutôt les activités vivres-contre-travail. Par conséquent, seules quelque 72 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) reçoivent actuellement des rations générales, contre 1,3 million environ en août 2005.

En **Éthiopie**, les perspectives concernant la récolte de la campagne principale "meher" de 2005 sont favorables dans les principales régions productrices de l'ouest et du centre. La récolte de la campagne

secondaire "belg", qui a été rentrée au début de l'année, a été dans l'ensemble meilleure que celle de l'an dernier, mais certaines zones ont souffert des précipitations excessives ou irrégulières et tardives. La campagne belg se déroule habituellement de février à mai et la récolte représente quelque 10 pour cent de la production céréalière totale, voire l'essentiel de la production annuelle de céréales en certains endroits.

Les disponibilités vivrières des ménages sont faibles, et en certains endroits les taux de malnutrition élevés, en particulier chez les enfants, suscitent de graves préoccupations. La situation est aggravée par des prix des denrées alimentaires considérablement supérieurs à la moyenne. Une mission à laquelle ont participé plusieurs institutions, composée du gouvernement, d'institutions des Nations Unies et d'autres organisations d'aide humanitaire, a révisé en avril dernier le nombre total de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2005, pour le faire passer de 3,1 millions à 3,8 millions. Une évaluation interinstitutions entreprise par la suite en juillet dans les zones tributaires des récoltes belg et les zones pastorales a constaté que les besoins avaient augmenté pour la période allant d'août à décembre. Les secours alimentaires nécessaires en 2005 ont été revus en hausse, passant de l'estimation initiale de 387 000 tonnes à environ 464 000 tonnes en avril et à 600 000 tonnes en juillet (non compris les besoins d'alimentation complémentaire). Un Programme de protection sociale fondé sur les activités productives (PPSAP) a été lancé en 2005 pour porter secours à plus de 5 millions de victimes de l'insécurité alimentaire chronique en leur fournissant des vivres et des allocations en espèces. Son exécution a été retardée au cours du premier semestre, ce qui a suscité diverses difficultés; toutefois, les mesures exceptionnelles prises en juin ont accéléré le processus et ont permis d'atteindre la plupart des bénéficiaires visés. Le PPSAP a permis d'aider environ 4,8 millions de victimes de l'insécurité alimentaire chronique, par le biais de travaux publics d'intérêt collectif et d'allocations "directes" gratuites. Dans l'ensemble, l'aide alimentaire dans la filière devrait couvrir les besoins estimatifs pour le reste de 2005 et le début de 2006.

Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires se trouve actuellement dans le pays pour évaluer la production de la campagne principale et estimer les besoins d'aide alimentaire pour 2006.

Au **Kenya**, la récolte de maïs de la campagne des "longues pluies" de 2005 est pratiquement terminée dans la plupart du pays et s'annonce globalement favorable du fait des bonnes précipitations enregistrées dans les principales régions productrices. Ces pluies ont neutralisé quelque peu l'incidence négative sur les rendements du report des semis du fait du démarrage tardif de la campagne. La campagne agricole des longues pluies (mars-mai) représente normalement 80 pour cent de l'ensemble de la production vivrière annuelle. La plupart des zones pastorales au nord-ouest du pays ont aussi reçu des précipitations supérieures à la moyenne en avril et en mai. Actuellement, les prévisions du Ministère de l'agriculture et de l'élevage établissent la récolte de maïs "des longues pluies" de cette année à 2,5 millions de tonnes, soit près de 20 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes.

En dépit des perspectives favorables de récolte, de graves problèmes de disponibilités vivrières subsistent dans les plaines du sud-est et dans les zones pastorales du nord-est. Dans les zones d'agriculture marginale de la Province de l'Est, notamment dans les districts de Kitui et de Makueni, la sécurité alimentaire des ménages s'est sensiblement dégradée, la récolte de la campagne en cours n'ayant pratiquement rien donné, ce qui fait suite aux très mauvais résultats de la campagne des petites pluies d'octobre-décembre 2004, qui joue un rôle important. La prochaine grande récolte n'aura pas lieu avant février 2006. En outre, les districts pastoraux du nord-est, y compris Garissa, Wajir, fleuve Tana et Isiolo connaissent de graves pénuries alimentaires. Les derniers rapports font état de taux de malnutrition élevés dans plusieurs districts. Les tensions claniques qui couvent ont aussi entraîné de violents affrontements dans plusieurs zones pastorales. L'amenuisement constant de ressources comme l'eau et les parcours compte parmi les causes sous-jacentes des fléaux dont souffrent ces communautés.

En **Somalie**, la campagne agricole secondaire "deyr" de 2005/06 est en cours. Selon les rapports, les précipitations ont été insuffisantes et mal réparties lorsque la campagne a commencé en octobre et au début novembre, ce qui pourrait compromettre la production. La récolte céréalière de la campagne principale "gu" de 2005 est établie à 115 000 tonnes environ (y compris les cultures de contre-saison), soit une baisse de près de 37 pour cent par rapport à la moyenne. Ce recul s'explique par la pluviosité insuffisante dans les principales régions productrices du sud du pays. En revanche, les pluies "gu" ont été généralement bonnes dans le centre et le nord de la Somalie, où la récolte céréalière estimative est supérieure à la moyenne. Les céréales de la campagne "gu" représentent normalement de 70 à 80 pour cent de la production annuelle.

Les pluies "gu" supérieures à la moyenne dans le centre et le nord de la Somalie ont considérablement amélioré l'état des parcours et du bétail. Bien que cela marque le terme de la grave sécheresse qui a sévi pendant plus de trois ans, la reprise totale sera lente du fait des effets cumulés des sécheresses sur les moyens de subsistance, notamment d'importantes pertes de bétail et un surendettement.

La situation globale de la sécurité alimentaire en Somalie reste inquiétante, alors que 900 000 personnes ont besoin d'une aide d'urgence. La situation est encore aggravée par les poussées et la recrudescence des hostilités en certains endroits du sud de la Somalie et par la dégradation des conditions de sécurité, qui entravent la distribution des secours. Les récents détournements de navires par des pirates au large des côtes somaliennes ralentissent aussi les livraisons d'aide alimentaire et menacent le bien-être des personnes vulnérables.

Des renseignements et une analyse plus détaillés peuvent être consultés sur la page web de l'Unité d'évaluation de la sécurité alimentaire (UESA), à l'adresse <http://www.fsasomali.org>.

Au **Soudan**, les perspectives concernant les cultures vivrières de 2005 sont favorables dans la plupart des grandes régions productrices du fait de l'amélioration de la pluviométrie. Dans l'ensemble, la pluviosité estimative au Soudan est restée proche ou au-dessus des niveaux normaux, tout en étant trop abondante dans les zones agricoles du nord-est et peut-être inférieure à la normale dans le nord-est du Darfour. De fortes précipitations ont été enregistrées fin juillet-début août à l'ouest du Darfour, ce qui a dû être favorable aux cultures et améliorer les ressources en eau et l'état des parcours.

Dans le sud du Soudan, l'optimisme suscité par la signature de l'accord de paix en janvier 2005 pour mettre fin au conflit a incité de nombreux Soudanais réfugiés dans les pays voisins à reprendre le chemin de leur village. Les enjeux humanitaires seront énormes, tout comme les besoins de remise en état et de reconstruction de l'économie et de l'infrastructure dévastées.

Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires vient de terminer ses visites de terrain dans le sud du Soudan et se trouve actuellement dans le nord du pays pour évaluer la production agricole globale de cette année et les perspectives concernant les disponibilités vivrières pour la campagne commerciale 2005/06.

En **République-Unie de Tanzanie**, les semis des cultures à cycle court "vuli" de la campagne 2005/06 sont terminés dans les régions à régime pluvial bimodal du nord, malgré les faibles précipitations. Les prévisions préliminaires concernant la récolte de maïs de 2005 indiquent une augmentation de 2 pour cent par rapport à la bonne récolte de l'an dernier. Toutefois, la pluviométrie insuffisante à Dodoma, Tabora, Shinyanga, Morogoro (de début janvier à février), ainsi que dans les régions d'Arusha, Manyara et Kilimandjaro (de mars à juin) a compromis la production de maïs et pourrait entraîner une certaine révision à la baisse.

La situation des disponibilités vivrières nationales reste dans l'ensemble stable. Sur la plupart des marchés des plateaux du sud, qui sont le grenier à céréales du pays, les prix de gros du maïs sont inférieurs à la moyenne sur quatre ans depuis janvier 2005, en raison de la bonne production locale en 2004. Toutefois, début août 2005, les prix de gros du maïs à Dar-es-Salaam étaient encore 18 pour cent plus élevés qu'à la même époque l'an dernier. La forte demande des pays voisins, en particulier la Zambie et le Malawi qui ont rentré des récoltes inférieures à la moyenne, pourrait aussi neutraliser la chute des prix attendue dans le sud de la Tanzanie.

Une évaluation de la vulnérabilité effectuée par l'Équipe chargée de l'information sur la sécurité alimentaire (FSIT) a identifié 34 districts, dans les régions susmentionnées, qui connaîtront des pénuries alimentaires pendant la période de soudure allant de novembre 2005 à janvier 2006. Environ 600 000 personnes seraient exposées à l'insécurité alimentaire et auraient besoin d'une forme quelconque d'aide (subvention des prix du maïs); le gouvernement a l'intention de distribuer 10 000 tonnes de maïs prélevées sur la Réserve stratégique de céréales.

En **Ouganda**, les perspectives concernant les cultures vivrières de la deuxième campagne, qui est en cours, se sont améliorées dernièrement avec l'arrivée des pluies. La récolte de la campagne principale de 2005 est terminée, et on s'attend à des résultats moyens. Les prix de gros du maïs ont déjà commencé à baisser sur la plupart des marchés. Toutefois, l'accroissement de la demande dans le nord de l'Ouganda et les exportations vers le Kenya devraient entraîner un raffermissement des prix. Dans le nord de l'Ouganda, la

mauvaise répartition des précipitations a eu un effet négatif sur le développement des cultures. On escompte toutefois une récolte de sorgho moyenne dans le Karamodja.

La situation des disponibilités alimentaires du pays est stable dans l'ensemble. Toutefois, l'insécurité reste un grave problème dans le nord de l'Ouganda (districts de Gulu, Kigum, Lira et Pader), alors que l'armée de résistance du Seigneur (LRA) continue d'attaquer les communautés et de tendre des embuscades sur les routes, mutilant et tuant les personnes et détruisant les actifs et les biens et empêchant les personnes déplacées d'accéder à leurs champs. Des vivres sont toujours distribués à 1,4 million de personnes déplacées et à près de 200 000 réfugiés et autres personnes vulnérables. Le PAM pourrait connaître un déficit de plus de 100 000 tonnes de produits alimentaires, car il manque environ 50 millions de dollars EU pour maintenir des denrées dans la filière jusqu'à la mi-2006.

En **Afrique australe**, le retard des pluies saisonnières a perturbé les semis des cultures de la campagne principale dans la plupart des pays. L'insécurité alimentaire dans la région est très préoccupante, alors que la période de soudure a commencé; elle touche près de 12 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence au Zimbabwe, au Malawi, au Swaziland, au Lesotho, au Mozambique et en Zambie. Les pénuries alimentaires se traduisent en général par l'augmentation des prix des denrées de base (en particulier au Zimbabwe et au Malawi). Au total, la sous-région (exception faite de l'Afrique du Sud) devrait importer 2,7 millions de tonnes de maïs pour la campagne commerciale en cours, alors que jusque-là, 1,6 million de tonnes ont été reçues (dont 1,1 million de tonnes sous forme d'importations commerciales et 515 000 tonnes sous forme d'aide alimentaire). Au Zimbabwe, les graves problèmes d'intrants agricoles (disponibilité et cherté) sont généralisés. L'accès à la nourriture en de nombreux endroits est gravement entravé par le faible volume de céréales sur les marchés, les problèmes de transport et les pénuries de carburant. Pour les mêmes raisons, les perspectives pour 2006 sont mauvaises dans ce pays, malgré les précipitations. Au Malawi, des distributions d'engrais sont en cours dans le cadre du programme de subvention du gouvernement. Bien que des annonces d'aide alimentaire significatives aient été faites (environ 200 000 tonnes), le gros de ces vivres n'est pas encore arrivé dans le pays. Sur une note plus optimiste, du fait de la récolte de maïs exceptionnelle rentrée en Afrique du Sud, l'excédent exportable de cette céréale de base est estimé à 4,66 millions de tonnes, soit un niveau record. En outre, une révision du budget du PAM pour l'Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) pour 2005-2007 a été approuvée, en vue de mobiliser 211 millions de dollars EU supplémentaires (soit l'équivalent de 446 000 tonnes de vivres), ce qui porte le montant total à 622 millions de dollars EU.

En **Angola**, les précipitations normales tombées à la fin octobre et au début novembre devraient favoriser les semis des cultures de la campagne principale. Toutefois, la superficieensemencée au total dépendra de la disponibilité d'intrants agricoles indispensables tels que semences, outils et puissance de traction dans les zones étendues et éloignées du pays. Suite à l'amélioration de la sécurité, bon nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés ont regagné leur région d'origine.

La récolte de maïs de 2005, qui a atteint le niveau record de 768 000 tonnes, permet l'autosuffisance pour cette denrée de base et représente une nette amélioration de la production vivrière. Toutefois, le pays doit encore importer environ 739 000 tonnes de céréales pour 2005/06, principalement du blé et du riz. À la mi-novembre, environ 167 000 tonnes de céréales (du blé, essentiellement) avaient été importées par des circuits commerciaux depuis avril. En dépit de la bonne récolte au niveau national, des poches d'insécurité alimentaire subsistent dans les hauts plateaux du centre de la région de Planalto et dans la vaste province de Kuando Kubango au sud-est du pays. Les problèmes de sécurité alimentaire ont été aggravés par le mauvais état des routes et l'insuffisance des circuits de commercialisation. À ce jour, la communauté internationale des donateurs a annoncé une aide alimentaire de 34 000 tonnes, dont seulement 22 000 ont été reçues. Le PAM distribue des vivres à environ 500 000 personnes particulièrement vulnérables.

Au **Botswana**, aucune précipitation significative n'est tombée pour les semis des céréales de la campagne principale (maïs, sorgho et mil) qui sont cultivées essentiellement dans la moitié est du pays. L'élevage prédomine dans le reste du pays. La sécheresse a sévi dans la plupart du pays en 2005 et par conséquent, la récolte céréalière a atteint 19 000 tonnes seulement, soit une chute de 50 pour cent par rapport à l'an dernier. Ainsi, les besoins d'importations céréalières (de maïs, essentiellement) ont augmenté pour passer à 337 000 tonnes, soit 94 pour cent de l'utilisation totale pour la campagne commerciale 2005/06, contre quelque 88 pour cent l'an dernier. La plupart des besoins sont couverts par des importations commerciales.

Au **Lesotho**, les précipitations ont été jusque-là supérieures à la normale dans le nord mais inférieures à la normale dans le sud du pays. Les semis des cultures de la campagne principale sont en cours, notamment dans les hauts plateaux. La FAO, en partenariat avec les Services de secours catholique et avec un financement du Département pour le développement international (DFID), a fourni des intrants à quelque 5 650 exploitants, principalement à l'occasion de foires de semences. Grâce à l'arrivée de 200 tracteurs en provenance de l'Inde, la puissance de traction ne manque pas. Toutefois, le coût du labourage serait exorbitant pour de nombreux agriculteurs qui ne disposent pas de fonds de roulement et n'ont pas accès au crédit.

Les perspectives concernant les cultures d'hiver de la campagne secondaire, à récolter en novembre-décembre, sont mauvaises en raison de la sécheresse prolongée. Cela a exacerbé la situation déjà tendue des disponibilités vivrières dans le pays, la récolte de céréales de la campagne principale de 2005 ayant été inférieure à la moyenne. À la mi-novembre, les importations commerciales s'élevaient à 110 000 tonnes (ce qui représente la moitié des importations estimatives pour la campagne commerciale jusqu'en mars 2006). L'aide alimentaire nécessaire pour la campagne commerciale 2005/06 a été estimée à environ 80 000 tonnes de céréales; à ce jour (à la mi-novembre), seules 8 000 tonnes ont été promises. Le PAM vient actuellement en aide à environ 250 000-300 000 personnes particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire, alors que 548 000 seraient vulnérables.

À **Madagascar**, la pluviosité a été inférieure à la normale cette année dans l'ensemble du pays, à l'exception d'une étroite bande sur la côte est. Par conséquent, les semis de la campagne principale (paddy et maïs) ont été reportés. Il est probable que les cultures de pommes de terre, habituellement mises en terre en septembre, ont été compromises. Les prix du riz relativement élevés pratiqués actuellement dans le pays (qui se sont stabilisés à environ 5 000 FMG/kg en octobre et au début novembre) devraient avoir une incidence positive sur la superficie rizicole.

La récolte de paddy de 2005 a été estimée à environ 3,4 millions de tonnes, ce qui est un niveau record, et les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2005/06 (avril/mars) sont estimés à 174 000 tonnes au total, soit environ 7 pour cent des besoins d'utilisation du pays. À ce jour, 40 000 tonnes seulement ont été importées par des voies commerciales. Environ 17 000 tonnes, soit la moitié des besoins estimatifs d'aide alimentaire, ont été promises à ce jour pour la campagne de commercialisation. L'entrée en août de Madagascar dans la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) devrait améliorer les échanges et stimuler les perspectives économiques du pays.

Les cours de la vanille sont passés d'environ 180 dollars EU le kilo en 2004 à 50 dollars EU le kilo au début 2005, ce qui a eu des incidences négatives sur les revenus des exploitants dans le nord de l'île. Selon les rapports, plus de 70 pour cent des 17 millions d'habitants de Madagascar vivent en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 1 dollar EU. Un accroissement de la malnutrition infantile a été signalé lors d'une récente enquête effectuée dans le sud-est du pays.

Au **Malawi**, la préparation des sols et les achats d'intrants ont lieu maintenant en vue des semis des cultures de la campagne principale en novembre-décembre. Quelques précipitations sont tombées jusqu'à présent, notamment dans le sud, mais pas suffisamment pour inciter à semer le maïs. À ce jour, le gouvernement a distribué des coupons représentant 147 000 tonnes d'engrais. Cela permettra aux petits exploitants d'acheter 100 kg d'engrais à prix subventionné. Des achats effectifs d'engrais sont en cours dans tout le pays.

Les besoins d'importation de maïs pour la campagne commerciale 2005/06 (avril/mars) ont été estimés à 767 000 tonnes, dont environ 300 000 tonnes devraient provenir de circuits commerciaux. Pour l'instant, environ 90 000 tonnes de céréales ont été importées, dont environ 60 000 tonnes par le biais d'échanges transfrontaliers informels. Selon les rapports, 60 000 tonnes supplémentaires seraient acheminées d'Afrique du Sud dans le cadre de contrats à terme conclus par le Ministère des finances. Les promesses d'aide alimentaire confirmées avoisinaient à la mi-novembre 200 000 tonnes, bien que le gros de ces denrées doive encore être livré. Selon les rapports, les donateurs et le Gouvernement du Malawi ont mobilisé 214 000 tonnes de maïs et 18 000 tonnes de légumes secs, en sus de 3,25 milliards de kwacha, afin de nourrir plus de 4 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire. L'ADMARC vend actuellement de petites quantités de maïs au prix subventionné de 17 kwacha le kilo, alors que le prix le plus couramment pratiqué sur les marchés est d'environ 30 kwacha dans le sud.

L'insécurité alimentaire dans le pays s'aggrave, tandis que les prix du maïs ne cessent d'augmenter du fait des disponibilités limitées sur les divers marchés. À titre d'exemple, les prix moyens du maïs en octobre à Liwonde (au sud), à Dowa (au centre) et à Mzuzu (au nord) étaient respectivement de 31,20, 26,03 et 27,75 kwacha le kilo, en hausse de 40, 27 et 31 pour cent par rapport au mois dernier. Les principales raisons du relèvement des prix cette année par rapport à l'an dernier sont les suivantes: disponibilités intérieures insuffisantes du fait du recul de 26 pour cent de la récolte nationale par rapport aux mauvais résultats de l'an dernier; atonie relative du secteur privé en réponse à l'incertitude quant aux plans du gouvernement concernant les importations et aux distributions de maïs subventionné; accroissement des coûts de transport. Une récente enquête de l'UNICEF a montré que le nombre d'admissions dans les unités de récupération nutritionnelle a augmenté de 22 pour cent en octobre dans les districts méridionaux touchés par la sécheresse.

Au **Mozambique**, les semis des cultures de la campagne principale ont été perturbés par des pluies irrégulières et insuffisantes en octobre et au début novembre. Toutefois, selon les prévisions, les précipitations devraient être normales à supérieures à la normale pendant la campagne 2005/06. Des problèmes d'approvisionnement en semences sont signalés, en particulier dans le sud. Les foires de semences organisées par le gouvernement à l'intention de quelque 50 000 petits exploitants semblent inadéquates.

En dépit de la production intérieure supérieure à la moyenne enregistrée en 2005, certaines provinces centrales et méridionales ont été touchées par la sécheresse. Selon les prévisions, les besoins d'importations céréalières, y compris le riz et le blé, devaient atteindre 869 000 tonnes, soit environ 10 pour cent de plus que l'an dernier. À ce jour, le pays a reçu environ 363 000 tonnes d'importations commerciales et 44 000 tonnes d'aide alimentaire.

Du fait de la mauvaise récolte dans le sud et de la forte demande d'exportation du Malawi voisin à déficit vivrier dans le nord, les prix du maïs ont augmenté depuis avril sur la plupart des marchés et sont supérieurs à ceux pratiqués l'an dernier, en particulier dans le sud à déficit vivrier. Dans le courant de la deuxième semaine de novembre, le prix moyen au kilo était de 6 857 Mt à Maputo, contre 4 619 Mt environ à la même époque l'an dernier. Le prix moyen du maïs à l'époque de la récolte (avril) à Maputo était de 5 129 Mt le kilo. La hausse des prix du maïs a accentué l'insécurité alimentaire dont souffre la population vulnérable, dont le chiffre a été revu à la hausse par le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition, passant à environ 800 000 personnes dans 62 districts. Le PAM distribue actuellement une aide alimentaire à un quart seulement d'entre elles, situées pour la plupart dans les zones touchées par la sécheresse.

Dans la plus grande partie de la **Namibie**, les précipitations étaient encore très insuffisantes à la mi-novembre. Par conséquent, les semis des céréales de la campagne principale (maïs, sorgho et mil), qui sont effectués habituellement dans la bande nord du pays seulement, ont été reportés. Selon les estimations, la production de blé d'hiver atteindrait 10 500 tonnes, soit 1 000 tonnes de moins que l'année précédente. La plupart du déficit céréalier du pays pour la campagne commerciale 2005/06 (mai/avril), qui est estimé à 145 000 tonnes, devrait être couvert par des importations commerciales. À ce jour, les importations céréalières se montent à 27 000 tonnes seulement, principalement en provenance de l'Afrique du Sud voisine.

En dépit du revenu élevé par habitant (le PIB par habitant à la parité du pouvoir d'achat pour 2003 était de 6 180 dollars EU selon le rapport du PNUD sur le développement humain 2005), l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire sévissent dans le pays.

En **Afrique du Sud**, la quatrième estimation de la production de blé d'hiver de 2005/06 montre que celle-ci augmentera de 9 pour cent par rapport à la production de 2004 affectée par la sécheresse, pour s'établir à 1,83 million de tonnes. La hausse prévue des rendements devrait compenser le recul de la superficie consacrée à cette culture, estimé à 4 pour cent. À ce niveau, la production est toutefois bien en dessous du volume normalement rentré (environ 2 millions de tonnes par an).

Une enquête sur les intentions de semis de maïs des exploitants pour la campagne agricole 2005/06 indique un recul inquiétant de 53 pour cent, la superficie tombant à 1,37 million d'hectares. Cette contraction semble être le résultat du mécontentement des agriculteurs au sujet du faible niveau des prix, qui rendent cette culture peu rentable, et être liée au fait que l'Afrique du Sud disposerait, selon les prévisions, d'un stock de clôture record de 4,66 millions de tonnes de maïs pour la campagne commerciale 2005/06 (mai/avril). L'enquête montre également que les cultures de maïs et de sorgho sont délaissées au profit du soja et des arachides, relativement plus lucratifs.

Le prix SAFEX du maïs blanc ne cesse de progresser depuis juillet et s'élève actuellement (à la mi-novembre) à 950 rands la tonne. La période de soudure approchant dans la sous-région, la demande de maïs blanc en provenance d'Afrique du Sud reprend, encouragée par la faiblesse du rand. Ce prix reste bien en dessous du prix paritaire à l'importation du maïs, qui est d'environ 1 200 rands. Il s'était auparavant effondré, passant d'environ 900 rands en janvier 2005 à moins de 600 rands au début mars, en raison des stocks intérieurs importants, des meilleures perspectives concernant la production agricole au niveau national et international et de la forte chute des cours internationaux.

Au **Swaziland**, les semis des cultures de la campagne principale sont en cours alors que la plus grande partie du pays a bénéficié de pluies supérieures à la moyenne pendant la première décade de novembre. La situation de la sécurité alimentaire est grave dans l'ensemble du pays, en raison de la récolte inférieure à la moyenne de 2005, des moindres possibilités de se procurer des revenus, de la diminution des envois de fonds de l'étranger, du taux de chômage élevé et de l'impact du VIH/SIDA sur les moyens de subsistance des ménages. Avec un taux d'autosuffisance en céréales d'environ un tiers seulement, la population swazi dépend essentiellement des importations alimentaires. À ce jour, le pays a acheté moins de la moitié du volume de céréales qu'il importe chaque année. Mi-novembre, les importations commerciales et l'aide alimentaire atteignaient 42 000 et 4 000 tonnes, respectivement, contre des besoins d'importations en céréales estimés à 111 000 tonnes au total pour la campagne commerciale 2005/06.

En **Zambie**, alors que la partie septentrionale du pays a bénéficié de précipitations normales ou supérieures à la normale pendant la première moitié du mois de novembre 2005 et que les semis des cultures de la campagne principale sont en cours, les parties centrales et australes ont enregistré des précipitations nettement inférieures à la moyenne, ce qui retardé le début normal des semis. Dans l'ensemble, la préparation des sols est jugée suffisante, les agriculteurs mettant davantage l'accent sur la création de bassins (réserves d'eau) afin de capter l'eau de pluie. Selon une évaluation récente des besoins en intrants effectuée par la FAO, il est difficile de se procurer les intrants essentiels dans de nombreuses zones rurales. Le programme de subvention de 50 pour cent des engrais que le gouvernement a reconduit cette année devrait aider les petits exploitants qui ont les moyens de payer d'avance en espèces les 50 pour cent restants. Ce programme de subvention des intrants pendant la campagne agricole 2005/06 est destiné à 125 000 petits exploitants et comprend 50 000 tonnes d'engrais et 2 600 tonnes de semences de maïs. En outre, pour la campagne 2005/06, la FAO fournira, avec le financement d'AUSAID, des semences de pois à vache et de soja ainsi que des boutures de manioc à quelque 33 000 ménages qui ne sont pas visés par le programme.

La production céréalière de 2005 a été estimée à 1 million de tonnes environ, soit un recul de 30 pour cent par rapport au volume exceptionnel de l'an dernier et 16 pour cent de moins que la moyenne des cinq années précédentes. Par conséquent, les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2005/06 (mai/avril) atteindraient selon les estimations 271 000 tonnes, et devraient être couverts par des importations commerciales de l'ordre de 224 000 tonnes et une aide alimentaire internationale de 47 000 tonnes. Les plans d'importation, par les minotiers, de 250 000 tonnes de maïs blanc progressent plutôt lentement du fait de problèmes de carburant, de transport et d'autres difficultés. À ce jour, seules 28 000 tonnes ont fait l'objet d'annonces d'aide alimentaire. Une nouvelle forme d'aide alimentaire est apparue en novembre, Oxfam ayant distribué, grâce au financement du Département pour le développement international (DFID), de l'argent (90 000 kwacha par ménage, l'équivalent de 23 dollars EU) à plus de 14 000 ménages dans deux districts de la province de l'Ouest.

Selon la CHC Commodities Ltd., le prix de vente moyen du maïs blanc au 25 novembre 2005 a augmenté, passant à 53 000 ZMK le sac de 50 kilos, contre environ 36 000 ZMK à la même époque l'an dernier; cette hausse s'explique par les retards enregistrés dans les importations et les niveaux peu élevés des stocks. Le prix paritaire à l'importation du maïs blanc s'est stabilisé à environ 300 dollars EU la tonne. Le prix moyen du maïs à l'époque de la récolte (avril-mai) dans la province du Centre était proche du prix plancher, soit 36 000 ZMK le sac de 50 kilos, pratiqué par l'Agence nationale des réserves alimentaires. À Lusaka, le cours du maïs blanc a progressé régulièrement, passant d'environ 35 000 ZMK le sac de 50 kilos en janvier à 57 000 ZMK en novembre 2005. Reconnaissant que la situation de la sécurité alimentaire s'est dégradée pour près de 1,7 million de personnes (chiffre en hausse par rapport à l'estimation précédente de 1,2 million) dans le pays, le gouvernement a déclaré, le 21 novembre 2005, l'état de catastrophe alimentaire et a lancé un appel à l'aide internationale. Les besoins d'aide alimentaire s'établissent désormais à 135 000 tonnes pour la période allant jusqu'à février 2006.

Au **Zimbabwe**, bien que de légères pluies soient tombées en octobre et pendant la première moitié du mois de novembre dans la partie septentrionale du pays, l'essentiel des semis ne devrait débuter que plus tard. Comme c'est le cas depuis plusieurs années, les agriculteurs devraient connaître des pénuries de semences, d'engrais, de carburant et de pièces détachées. Compte tenu de la forte diminution du nombre d'animaux de traction, de la rareté des tracteurs en état de marche et des pénuries de diesel persistantes, les terres devront probablement être cultivées en grande partie avec des houes à main.

En temps ordinaire, le Zimbabwe a besoin de près de 50 000 tonnes de semences de maïs. Selon des indications, seule la moitié de cette quantité est disponible actuellement au niveau national. Il est prévu d'importer le reste. Même si les semences sont disponibles, on doute que de nombreux petits exploitants aient les moyens de se les procurer au prix en vigueur de 30 000 Z\$ le kilo, ce qui représente une hausse de 270 pour cent par rapport au prix de l'an dernier. Faute de devises pour importer des matières premières, la production intérieure d'engrais est très limitée. Les sociétés d'engrais estiment que cette année, près de 75 pour cent du volume de l'an dernier, qui avait été considérablement réduit, pourraient être disponibles, là aussi à des prix beaucoup plus élevés.

Dans l'ensemble, la sécurité alimentaire demeure très préoccupante à cause de disponibilités céréalières insuffisantes sur le marché. Face à des besoins d'importations en céréales atteignant au total 1,2 million de tonnes, le pays a passé un contrat depuis avril, en vue d'importer (sur la base des données d'exportation par destination provenant essentiellement de l'Afrique du Sud) 660 000 tonnes environ, selon les informations à la mi-novembre 2005. Dans de nombreuses régions, l'accès à la nourriture est gravement entravé par la hausse continue des prix. Entre juin et octobre de cette année, le cours moyen du maïs a augmenté, passant de près de 2 000 Z\$ à environ 8 000 Z\$ le kilo. À Harare, les prix du maïs début octobre étaient le double du prix moyen qui prévalait en septembre et supérieurs de quelque 800 pour cent par rapport à la même époque en 2004. En octobre, l'inflation annuelle a grimpé, atteignant 411 pour cent, soit 51,2 pour cent de plus que le taux de septembre à cause de l'augmentation des prix du carburant et des aliments et de la dévaluation du dollar zimbabwéen. Le PAM prévoit de distribuer une ration mensuelle de céréales et de légumes secs à 3 millions de personnes, selon les estimations, jusqu'à la récolte d'avril. À ce jour, le PAM a obtenu des annonces de contribution totalisant cette année environ 120 millions de dollars EU, soit l'équivalent, approximativement, de 205 000 tonnes de denrées alimentaires.

En **Afrique de l'Ouest**, une récolte record est attendue dans le Sahel, les conditions climatiques ayant été favorables dans l'ensemble depuis le début de la période de végétation. En octobre/novembre 2005, des missions conjointes CILSS/gouvernement d'évaluation des récoltes qui se sont rendues dans les neuf pays membres du CILSS ont estimé provisoirement la production céréalière totale du Sahel à quelque 15 millions de tonnes, soit près de 34 pour cent de plus que la production de l'an dernier touchée par les criquets pèlerins et la sécheresse et une hausse d'environ 31 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ces estimations, conjuguées à de bonnes perspectives de récolte dans la plupart des pays côtiers, dont le Nigéria, le Bénin et la Côte d'Ivoire, laissent entrevoir que la situation des approvisionnements alimentaires sera satisfaisante dans la région pendant la campagne de commercialisation 2005/06. Toutefois, la grave crise alimentaire qui a frappé la région en 2004/05 a eu de graves répercussions sur les revenus et les moyens de subsistance et a entraîné une baisse des actifs des ménages, des taux élevés d'endettement et une dégradation de la situation nutritionnelle de segments importants de la population, notamment au Niger, au Mali, au Burkina Faso et en Mauritanie. Dans ces pays, il est recommandé de mettre en œuvre des activités permettant de dégager des revenus et de reconstituer les actifs afin de protéger les moyens de subsistance des personnes vulnérables et souffrant d'insécurité alimentaire.

Au **Bénin**, la moisson du maïs de la première campagne est terminée dans le sud, tandis que celle du mil et du sorgho se poursuit dans le nord. Dans l'ensemble, les récoltes s'annoncent bonnes. Toutefois, malgré une production céréalière supérieure à la moyenne en 2004, estimée à environ 1,1 million de tonnes, les cours des denrées alimentaires seraient, selon les rapports, très élevés cette année dans tout le pays. Cela tient au fait que les exportations à destination des pays voisins ont été supérieures à la normale par suite d'un recul de la production dans le Sahel ainsi que du niveau peu élevé des disponibilités alimentaires et d'une hausse des prix des aliments dans plusieurs pays côtiers. Mais la situation s'est améliorée avec l'arrivée des nouvelles récoltes: les prix des aliments ont baissé, même s'ils restent supérieurs à la moyenne sur cinq ans pour cette époque de la campagne.

Au **Burkina Faso**, du fait du climat propice qui règne depuis mai, une récolte céréalière record a été rentrée cette année. Dans l'ensemble, la situation des ravageurs a été calme et l'état des parcours est satisfaisant. Une mission récente CILSS/gouvernement a estimé provisoirement la production de céréales de cette année à 4 millions de tonnes, ce qui représente une hausse de 40 pour cent par rapport à la récolte de 2004 affectée par la sécheresse et les criquets pèlerins. Associée aux perspectives de récolte favorables dans les pays voisins, cette progression devrait entraîner une amélioration de l'accès des ménages à la nourriture en 2005/06. Toutefois, la crise alimentaire grave qui a sévi cette année a provoqué une diminution de leurs actifs avec, notamment, des pertes importantes dans le secteur de l'élevage et un taux élevé d'endettement, en particulier dans le nord du pays. Il est recommandé de mettre en œuvre des activités permettant de dégager des revenus et de reconstituer les actifs afin de soutenir les moyens de subsistance des communautés touchées.

Au **Cap-Vert**, du fait du démarrage tardif de la saison des pluies, qui a décalé les semis, puis de l'irrégularité des précipitations, l'état des cultures de maïs (l'unique culture céréalière) et des pâturages est peu satisfaisant dans la plupart des îles. Une mission conjointe CILSS/gouvernement a récemment estimé la récolte de maïs, qui durera jusqu'à décembre, à quelque 3 600 tonnes, imputables essentiellement à l'île de Santiago (68 pour cent). À ce niveau, la production ne représente qu'un quart de la moyenne des cinq années précédentes et des résultats identiques à ceux des mauvaises récoltes de 1997 et 1998. Bien que même les bonnes années, le pays importe le gros de ses besoins de consommation, la population rurale, en particulier dans les zones semi-arides, pourrait être durement touchée.

Au **Tchad**, où les conditions climatiques ont été exceptionnellement propices cette année, la production céréalière a progressé de quelque 62 pour cent par rapport à 2004 et de 56 pour cent par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Selon les estimations d'une mission conjointe CILSS/gouvernement qui s'est rendue dans le pays en octobre, la production céréalière de 2005, principalement sorgho et mil, atteindrait au total le chiffre record de 1,96 million de tonnes, soit environ 750 000 tonnes de plus que l'an dernier. Les pâturages sont abondants et les ressources en eau suffisantes. La situation des approvisionnements alimentaires s'est considérablement améliorée.

Toutefois, l'insécurité qui règne dans la République centrafricaine voisine a entraîné un afflux de près de 15 000 réfugiés depuis juin, ce qui porte le nombre de réfugiés centrafricains à plus de 45 000. Le Tchad accueille également plus de 200 000 réfugiés provenant de la région du Darfour, au Soudan.

En **Côte d'Ivoire**, la moisson du maïs de la première campagne et les semis de la deuxième campagne sont terminés. La récolte des autres céréales, principalement le riz, le mil et le sorgho, est en cours et se poursuivra jusqu'en décembre. Selon les résultats d'une évaluation des récoltes organisée par le gouvernement en association avec la FAO et le PAM en septembre 2005, les perspectives de récolte sont mitigées en raison de vagues de sécheresse localisées et de difficultés suscitées par le conflit, notamment des pénuries de main d'œuvre suite aux déplacements de population, l'absence de services d'appui à l'agriculture en certains endroits, la fragmentation du marché, les perturbations dues à l'insécurité et les frais de transport exorbitants en raison des lourdes taxes prélevées aux barrages routiers. Si les perspectives concernant les récoltes sont dans l'ensemble favorables dans le sud (sous contrôle du gouvernement), l'agriculture est entravée par le manque d'engrais et de services de vulgarisation dans le nord et par l'insécurité dans l'ouest. En outre, les précipitations ont été nettement inférieures à la moyenne dans la région de Korogho, où l'on s'attend à un recul de la production de riz et d'autres céréales. Dans le nord, les petits exploitants qui produisent du coton subissent une perte considérable de revenus du fait de la perturbation des services de commercialisation.

En **Gambie**, les précipitations étant arrivées en temps voulu et ayant été suffisantes, les cultures se sont développées normalement. Une mission conjointe CILSS/gouvernement qui s'est rendue dans le pays à la fin octobre a estimé provisoirement la production céréalière de cette année à 256 000 tonnes, niveau record qui marque une hausse d'environ 15 pour cent par rapport à la bonne récolte de l'an dernier et se situe bien au-dessus de la moyenne des cinq années précédentes. La production d'arachides, principale source de revenu monétaire des ménages ruraux, a été estimée à quelque 130 420 tonnes, soit 11 pour cent de plus que la récolte de l'an dernier, supérieure à la moyenne. Par conséquent, la situation de la sécurité alimentaire devrait s'améliorer en 2006. Toutefois, le pays importe en temps normal pratiquement la moitié de ses besoins de consommation en céréales (principalement riz et blé) et les prix des céréales se ressentent fortement du taux de change du Dalassi, la monnaie nationale. En outre, dans les districts qui ont souffert

des inondations, un certain nombre de ménages pourraient rencontrer des difficultés alimentaires pendant l'année.

Au **Ghana**, la moisson du maïs de la première campagne est terminée. Dans l'ensemble, les perspectives de récolte sont contrastées, les semis ayant été reportés du fait du démarrage tardif de la saison des pluies et des épisodes de sécheresse enregistrés ensuite, en particulier dans le sud. Les pluies sont arrivées avec 4 à 6 semaines de retard dans le sud et 2 à 3 semaines de retard en certains endroits du nord. Selon des estimations du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, environ 80 pour cent des champs ont été ensemencés plus tard que d'ordinaire.

Comme dans d'autres pays de la région, les prix des denrées alimentaires de base au Ghana ont été très élevés cette année. Par rapport à 2004, les prix du maïs ont plus que doublé, tandis que ceux du riz ont quadruplé. Des sources locales attribuent la hausse des prix du maïs à plusieurs facteurs conjugués, y compris de mauvaises conditions météorologiques en 2004, une augmentation de 50 pour cent des prix du carburant en février 2005, des exportations accrues à destination du Burkina Faso et du Niger ainsi qu'un arrêt des réexportations du Burkina Faso à destination du Ghana.

En **Guinée**, malgré des inondations localisées, les précipitations ont été favorables dans l'ensemble et l'on s'attend à une bonne récolte.

Bien que le retour à la paix en Sierra Leone et l'amélioration de la situation au Libéria aient entraîné une relative diminution du nombre de réfugiés en Guinée, le pays en accueille encore beaucoup. Selon des statistiques du HCR, en juin 2005, 60 000 réfugiés étaient hébergés dans divers camps, en sus de quelque 80 000 PDI et de plus de 100 000 rapatriés de Côte d'Ivoire en 2002.

Au **Libéria**, la récolte de paddy de 2005, qui est pratiquement l'unique culture céréalière du pays, est en cours. Une légère augmentation de la production est escomptée (aucune évaluation n'ayant été effectuée, il est impossible de donner des chiffres), compte tenu de l'amélioration de la sécurité. Toutefois, les disponibilités de semences et d'outils ont été limitées et les agriculteurs n'ont pas été en mesure d'acheter des semences avec leurs propres ressources en raison des prix inabordables. En outre, les PDI et les personnes rapatriées sont rentrées trop tard pour préparer suffisamment de terres en vue des semis. De nombreuses organisations impliquées dans la distribution de semences et d'outils n'ont pas pu atteindre les agriculteurs des zones éloignées du fait du mauvais état des routes. L'absence d'agents agricoles dans les zones rurales a également entravé la livraison de ces intrants. Outre la FAO et le PAM, de nombreuses ONG ont entrepris de distribuer des semences et des outils. Au total, 3 203 tonnes de semences de riz ont été distribuées en 2005. Du fait des problèmes d'intrants, la production ne suffit toujours pas à couvrir les besoins alimentaires des ménages, à moins d'être complétée par l'aide alimentaire du PAM, en particulier pendant les mois de soudure critiques. Le PAM continuera de venir en aide aux ménages selon diverses modalités, jusqu'à ce que la population réinstallée devienne autonome. Selon les prévisions, environ 171 096 agriculteurs auront besoin de semences et d'outils en 2006.

Le programme de rapatriement des réfugiés et de réinstallation des PDI a commencé en octobre et novembre 2004, respectivement. À la mi-octobre 2005, il avait touché 270 780 personnes, soit 42 108 Libériens de retour dans le pays et 228 672 PDI. Le HCR signale qu'en décembre 2003, plus de 340 000 réfugiés libériens vivaient dans des pays voisins, tandis qu'environ 500 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays. Grâce à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'ouverture des routes, le programme va pouvoir être accéléré, de manière à réinstaller la majorité des rapatriés avant la prochaine campagne agricole. Cette réinstallation précoce, associée à la distribution en temps voulu de semences et d'outils, devrait permettre une amélioration des niveaux de production en 2006.

Au **Mali**, la situation des approvisionnements alimentaires devrait être meilleure en 2006, du fait d'une récolte céréalière satisfaisante dans le pays et dans toute la région. La production totale a été estimée par une Mission conjointe CILSS/gouvernement à 3,1 millions de tonnes, soit quelque 14 pour cent de plus que la moyenne sur cinq ans. La production de mil, la culture céréalière la plus importante, devrait avoir augmenté, selon les estimations, de quelque 30 pour cent pour s'établir à 1,1 million de tonnes. Toutefois, elle aurait pu être bien supérieure si l'on n'avait pas réduit l'utilisation des engrais cette année en raison de leurs prix élevés et des disponibilités limitées, notamment s'agissant du riz dans les régions de l'Office du Niger, de San et de Tombouctou.

Comme plusieurs autres pays sahéliens, le Mali a connu une grave crise alimentaire caractérisée par des prix des aliments anormalement élevés en 2005. La crise, qui avait été déclenchée par les pénuries de céréales et de pâturages dans l'ensemble de la sous-région, a entraîné une diminution des actifs des ménages, notamment des pertes de bétail et un taux élevé d'endettement, en particulier parmi les groupes pastoraux et agro-pastoraux. Malgré la bonne récolte rentrée au niveau national, il est recommandé de mettre en œuvre des activités permettant de dégager des revenus et de reconstituer les actifs afin de soutenir les moyens de subsistance des communautés touchées.

En **Mauritanie**, la production céréalière devrait progresser en 2005, après plusieurs années de mauvais résultats qui ont progressivement épuisé les stratégies d'adaptation de la population rurale et conduit à une situation alimentaire très tendue cette année. Une Mission récente CILSS/gouvernement des récoltes a estimé provisoirement la production céréalière de 2005 à 203 000 tonnes, soit quelque 77 pour cent de plus que la récolte de l'an dernier ravagée par les criquets pèlerins et près de 43 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes. Les parcours sont abondants.

Toutefois, la Mauritanie est un pays à déficit vivrier; la production céréalière intérieure couvre environ la moitié des besoins de consommation du pays au cours d'une année normale et les prix des aliments sont fortement tributaires du taux de change de l'Ouguiya. En outre, plusieurs années consécutives de mauvaises récoltes et les prix très élevés des denrées alimentaires qui sont observés dans tout le Sahel cette année ont eu des effets très néfastes sur les revenus des ménages et les actifs de sections importantes de la population. Par conséquent, les groupes vulnérables doivent faire l'objet d'un suivi constant et recevoir une assistance si nécessaire, en particulier pendant la prochaine période de soudure.

Au **Niger**, la situation des approvisionnements alimentaires devrait être meilleure pendant la campagne commerciale 2005/06, un recul marqué de la production céréalière et des pâturages en 2004 ayant entraîné une baisse des disponibilités alimentaires et une hausse anormale des prix des vivres, avec des répercussions graves sur les actifs, les revenus et l'état nutritionnel des ménages en 2005. En raison de conditions de végétation favorables cette année, la récolte de céréales a été supérieure de quelque 36 pour cent à celle de 2004 selon des sources officielles. Une mission conjointe FAO/PAM/CILSS/FEWS d'évaluation de la sécurité alimentaire qui s'est rendue dans le pays du 14 octobre au 4 novembre a constaté que les pâturages abondaient dans l'ensemble du pays, rendant compte des pluies importantes tombées dans les zones pastorales. Cette bonne récolte, ainsi que les résultats positifs auxquels l'on s'attend dans les pays voisins qui exportent généralement des céréales à destination du Niger, notamment le Nigéria, le Bénin, le Mali et le Burkina Faso, laisse présager que la situation des approvisionnements alimentaires sera satisfaisante et que les prix seront raisonnables pendant la campagne commerciale 2005/06. Les prix du mil à la consommation ont chuté de plus de 50 pour cent par rapport aux niveaux les plus élevés atteints en juillet/août.

Toutefois, la grave crise alimentaire qui a sévi dans le pays en 2004/05 a entraîné le déracinement de segments importants de la population rurale, a eu de graves répercussions sur les revenus, les moyens de subsistance et la situation nutritionnelle et a conduit à une diminution des actifs des ménages, notamment, la perte d'animaux, et à un surendettement. Par conséquent, la mission a recommandé la mise en œuvre de toute urgence d'activités qui permettent aux personnes:

- de produire plus de nourriture et de dégager des revenus pendant la contre-saison (de décembre à février),
- de participer à des programmes vivres-contre-travail pour "faire durer" leurs propres disponibilités,
- d'avoir accès à des programmes de reconstitution du cheptel; cela est particulièrement valable pour les femmes, qui détiennent et gèrent habituellement des troupeaux de petits ruminants,
- de continuer d'avoir accès aux centres thérapeutiques et d'alimentation et, pour les enfants, à des programmes d'alimentation scolaire,
- de reconstituer les banques céréalières dont les stocks sont au plus bas, et
- d'avoir accès à un microfinancement pour exécuter des activités leur permettant de dégager un revenu supplémentaire.

Au **Sénégal**, une mission récente CILSS/gouvernement d'évaluation des récoltes a estimé la production céréalière de 2005 à quelque 1,6 million de tonnes au total, ce qui représente une hausse de 42 pour cent par rapport à la récolte de l'an dernier affectée par la sécheresse et les criquets pèlerins et de 44 pour cent par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. La production de maïs continue de croître, atteignant 435 000 tonnes en 2005 contre 80 000 tonnes seulement en 2002. Cela tient essentiellement à une expansion significative de la superficie cultivée, favorisée par des programmes mis en place par le gouvernement avec l'aide de la FAO. L'état des pâturages est bon dans l'ensemble du pays. Une amélioration de la situation de la sécurité alimentaire est par conséquent attendue en 2006.

En **Sierra Leone**, les fortes pluies et des inondations dans le district de Pujehun, dans le sud du pays, ont provoqué la destruction de nombreux logements et hectares de terres agricoles, laissant des milliers de personnes sans abri à la mi-août. Toutefois, l'agriculture, qui enregistre une reprise stable depuis la fin des troubles civils en 2002, devrait connaître une nouvelle amélioration cette année, reflétant la progression de la superficie ensemencée à la suite du retour des réfugiés et des agriculteurs auparavant déplacés, ainsi que de meilleures conditions en vue de la distribution des intrants agricoles. La récolte de riz a commencé.

Dans le reste de l'Afrique de l'ouest, la situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante.

En **Afrique centrale**, les perspectives en ce qui concerne les récoltes et la sécurité alimentaire sont défavorables dans plusieurs pays en raison principalement des troubles civils et de l'insécurité.

Au **Cameroun**, les pluies ont été suffisantes dans l'ensemble du pays et les récoltes s'annoncent généralement bonnes. La moisson du maïs de la première campagne est terminée dans le sud, ce qui devrait améliorer les disponibilités vivrières et faire baisser les prix dans le nord du pays où le fort recul de la production céréalière enregistré en 2004 a conduit à un durcissement de la situation alimentaire cette année. Pendant un mois, le PAM a fourni une ration d'urgence de céréales à 237 700 personnes vivant dans la province de l'Extrême-Nord, qui est la plus pauvre du pays.

La grave crise alimentaire qui a frappé le Département du Logone et Chari dans l'Extrême-Nord en 2005 a épuisé les mécanismes d'adaptation des ménages et l'on signale la vente de récoltes non parvenues à maturité. La FAO, le PAM et le gouvernement envisagent de mener une mission conjointe dans le nord du pays en vue d'analyser la situation.

En **République centrafricaine**, le maïs de la première campagne a été récolté dans le sud. En dépit de précipitations généralisées depuis le début de la campagne de végétation en mars, on ne s'attend pas à un fort redressement de la production agricole cette année, du fait de l'insécurité persistante.

Les fortes pluies tombées pendant tout le mois d'août ont provoqué des inondations dans l'ouest du pays, notamment à Bangui où des milliers de personnes se sont retrouvées sans abri. En outre, 20 000 personnes environ ont fui le pays en direction du sud du Tchad depuis juin en raison du climat d'insécurité, portant ainsi le nombre des réfugiés centrafricains au Tchad à plus de 45 000.

Dans la **région des Grands Lacs**, malgré une amélioration générale de la production alimentaire en 2005, une grave insécurité alimentaire est attendue dès décembre 2005 du fait des mauvais résultats possibles des cultures de la campagne secondaire (campagne A de 2006) au Burundi et au Rwanda, causés par une vague de sécheresse de deux mois ou des précipitations inférieures à la normale. En République démocratique du Congo (RDC), des problèmes de sécurité ont été signalés, en particulier dans l'est du pays. Sur la plupart des marchés, les prix des aliments ont poursuivi leur tendance saisonnière à la hausse, avec des effets néfastes sur les ménages pauvres.

Au **Burundi**, les cultures de la campagne secondaire (campagne A de 2006) (maïs, sorgho et haricots), mises en terre en septembre, ont fortement souffert de la vague de sécheresse prolongée ou de précipitations généralement inférieures à la normale pendant presque deux mois. Selon le système d'alerte rapide du pays, une crise alimentaire grave se profile dans les provinces septentrionales et orientales du fait des perspectives de récolte peu favorables pour la campagne A de 2006, qui représente normalement 40 pour cent de la production céréalière annuelle. Les besoins d'importations alimentaires en équivalent céréales ont été estimés à 444 000 tonnes au total pour 2005. Les livraisons d'aide alimentaire s'élèvent à près de la moitié des besoins annuels d'importations céréalières, lesquels se chiffrent à 85 000 tonnes.

Selon le Système d'alerte rapide, en octobre 2005, les prix avaient augmenté sur le marché de Bujumbura, de 81 pour cent pour les patates douces et de 28 pour cent pour la farine de manioc par rapport au même mois un an auparavant, reflétant la baisse des disponibilités. Par ailleurs, les prix du maïs étaient restés pratiquement les mêmes en raison d'une meilleure récolte cette année. Le coût d'un "assortiment alimentaire" a augmenté de 17 pour cent par rapport à la même période l'an dernier. Le PAM vient actuellement en aide à près de 162 000 bénéficiaires dans le cadre de ses divers programmes d'aide qui représentent en moyenne 6 000 tonnes de vivres par mois.

En **République démocratique du Congo (RDC)**, les semis de maïs de la campagne principale ont été effectués en septembre-octobre alors que les précipitations étaient supérieures à la moyenne. La récolte des cultures vivrières de la deuxième campagne (principalement maïs, sorgho et mil) de 2005 est achevée. On ne dispose encore pas d'estimations, mais les données tirées des images satellite montrent que la production devrait être normale ou supérieure à la normale. Les besoins d'importations céréalières ont été estimés à 480 000 tonnes au total pour 2005, dont 238 000 tonnes seulement (blé principalement) seraient à ce jour couverts par des importations commerciales, tandis que l'aide alimentaire atteindrait 53 000 tonnes. Les prix de vente au détail du maïs, qui s'élèvent à environ 0,30 dollar EU le kilo dans le nord de la RDC, sont parmi les plus élevés de la région de l'Afrique australe (FEWSNet/PAM). Les prix du maïs augmentent depuis avril 2005. Bien que de manière générale, la situation de la sécurité se soit améliorée ces deux dernières années, on continue de signaler des troubles localisés.

Au **Rwanda**, les précipitations généralement inférieures à la normale pendant les deux mois critiques d'octobre et de novembre auront probablement des effets néfastes sur la croissance des cultures de la campagne A de 2006 (principalement maïs, sorgho, haricots et plantes-racines et tubercules) mises en terre en septembre. Par conséquent, les premières perspectives en ce qui concerne cette récolte, qui représente normalement près de 40 pour cent de la production céréalière annuelle totale, sont peu favorables, après une récolte céréalière record de 287 855 tonnes pour la campagne B de 2005, soit environ 44 pour cent de plus que la récolte de la campagne B de 2004. L'indice des prix des principales denrées de base enregistre donc une baisse depuis fin mars 2005. Toutefois, plus récemment à Kigali, les prix de gros du maïs s'élevaient à 214 dollars EU la tonne en octobre, soit une hausse par rapport à septembre (RATIN) où ils atteignaient 207 dollars EU, et les prix des haricots étaient de 303 dollars EU la tonne, contre 299 dollars EU le mois précédent. Le pays est déficitaire en céréales et doit importer plus de 200 000 tonnes, dont une aide alimentaire estimée à quelque 30 000 tonnes pour 110 000 personnes vulnérables pendant les périodes de soudure d'avril-mai et d'octobre-décembre dans l'est du pays.

LE POINT SUR LES ANNONCES ET LES LIVRAISONS D'AIDE ALIMENTAIRE

Les besoins d'importations céréalières pour l'Afrique subsaharienne devraient demeurer élevés en 2005/06. Les dernières estimations du SMIAR concernant la production de 2004 et les besoins d'importations et d'aide alimentaire pour 2004/05 sont résumés aux tableaux 1 et 3. Les besoins d'aide alimentaire pour 2004/05 sont estimés au total à près de 3,3 millions de tonnes, comme en 2003/04. Les annonces d'aide alimentaire en céréales pour 2004/05, y compris les reports de 2003/04, représentent 3,1 millions de tonnes, dont 2,65 millions ont été livrées à ce jour.

Tableau 1. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région en 2004/05 ou 2005 (en milliers de tonnes)

Sous-région	Production céréalière en 2004 1/		2004/05 ou 2005		
	Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est	24 713	105	6 369	4 126	2 243
Afrique australe	21 456	102	6 561	6 180	381
Afrique de l'Ouest	32 394	87	10 267	9 692	575
Afrique centrale	3 212	105	1 529	1 444	85
TOTAL	81 775	96	24 726	21 442	3 284

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.
2/ Non compris les réexportations.

Tableau 2. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en 2005/06 en Afrique subsaharienne: pays où la campagne commerciale 2005/06 a commencé (en milliers de tonnes)

Sous-région/ pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2005 1/		2005/06		
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est		12 716	106	3 986	3 483	503
Kenya	oct./sept.	2 984	105	1 800	1 500	300
Somalie	août/juill.	223	72	476	411	65
Soudan	nov./oct.	4 522	100	1 200	1 100	100
Tanzanie, U.R.	juin/mai	4 987	116	510	472	38
Afrique australe		23 618	111	6 927	5 775	1 152
Afrique du Sud	mai/avril	14 862	123	2 056	2 056	-
Angola	avril/mars	915	151	739	659	80
Botswana	avril/mars	19	61	337	337	-
Lesotho	avril/mars	119	84	303	223	80
Madagascar	avril/mars	2 492	123	174	139	35
Malawi	avril/mars	1 336	67	852	380	472
Mozambique	avril/mars	1 863	110	869	824	45
Namibie	mai/avril	108	100	145	143	2
Swaziland	mai/avril	83	95	111	70	41
Zambie	mai/avril	1 013	86	271	224	47
Zimbabwe	avril/mars	808	57	1 070	720	350
Afrique de l'Ouest		14 598	132	2 615	2 393	222
Pays sahéliens		14 598	132	2 615	2 393	222
Burkina Faso	nov./oct.	4 028	136	241	229	12
Cap-Vert	nov./oct.	4	27	107	84	23
Gambie, Rép. de	nov./oct.	247	137	147	137	10
Guinée-Bissau	nov./oct.	180	142	82	72	10
Mali	nov./oct.	2 846	113	272	242	30
Mauritanie	nov./oct.	171	146	318	277	41
Niger	nov./oct.	3 717	126	323	291	32
Sénégal	nov./oct.	1 488	149	1 021	1 010	11
Tchad	nov./oct.	1 917	157	104	51	53
TOTAL		50 932	115	13 528	11 651	1 877

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.
2/ Non compris les réexportations.

**Tableau 3. Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne:
pays où la campagne commerciale 2004/05 ou 2005 n'est pas achevée (en milliers de tonnes)**

Sous-région/ pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2004 1/		Importations en 2003/04 ou 2004			Situation en 2004/05 ou 2005		
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Importations totales	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Aide alimentaire	Besoins d'importa- tions céréa- lières 2/	Importa- tions commer- ciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est		13 267	112	1 773	89	1 034	1 831	554	1 277
Burundi	janv./déc.	259	104	96	125	56	85	43	42
Comores	janv./déc.	15	100	34	97	-	38	38	-
Djibouti	janv./déc.	-	-	82	122	12	71	60	11
Érythrée	janv./déc.	85	52	402	122	267	431	91	340
Éthiopie	janv./déc.	10 191	114	703	64	538	761	56	705
Ouganda	janv./déc.	2 425	108	219	136	140	227	80	147
Rwanda	janv./déc.	292	114	224	102	21	205	173	32
Seychelles	janv./déc.	-	-	13	100	-	13	13	-
Afrique australe		1	100	291	105	-	290	290	-
Maurice	janv./déc.	1	100	291	105	-	290	290	-
Afrique de l'Ouest		21 509	83	7 184	115	247	7 450	7 165	286
Pays côtiers		21 509	83	7 184	115	247	7 450	7 165	286
Bénin	janv./déc.	1 084	113	168	136	13	177	158	19
Côte d'Ivoire	janv./déc.	1 214	88	1 135	90	35	1 155	1 108	47
Ghana	janv./déc.	1 858	106	774	145	67	755	680	75
Guinée	janv./déc.	812	105	361	92	17	375	335	40
Libéria	janv./déc.	104	93	224	122	72	225	160	65
Nigéria	janv./déc.	15 283	76	4 134	122	11	4 370	4 370	-
Sierra Leone	janv./déc.	377	156	277	115	32	288	249	40
Togo	janv./déc.	777	107	111	105	-	105	105	-
Afrique centrale		3 212	105	1 539	160	111	1 529	1 444	85
Cameroun	janv./déc.	1 509	111	553	161	30	519	507	12
Congo, Rép. dém. du	janv./déc.	1 469	98	431	153	69	480	420	60
Congo, Rép. du	janv./déc.	8	111	292	158	5	288	285	3
Gabon	janv./déc.	31	97	170	197	-	167	167	-
Guinée équatoriale	janv./déc.	-	-	20	124	-	16	16	-
Rép. centrafricaine	janv./déc.	193	112	59	146	4	46	44	2
Sao Tomé et Príncipe	janv./déc.	2	100	14	129	3	14	6	8
TOTAL		37 989	93	10 787	114	1 391	11 100	9 453	1 647

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non compris les réexportations.

**Tableau 4. Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005
(en milliers de tonnes) 1/**

Donateur	Source d'approvisionnement	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Allemagne	Afrique du Sud	Angola (1.0)	1.0
CE	Zambie	Zimbabwe (1.9)	1.9
ONG	Cameroun Malawi Afrique du Sud Zambie	Tchad (0.5) Zimbabwe (0.1) Swaziland (1.2) Zimbabwe (2.5)	4.3
PAM	Cameroun Ethiopie Kenya Afrique du Sud Zambie	Rép.centrafricaine (1.4), Tchad (1.0) Madagascar (2.7) Somalie (0.1) Angola (7.5), Bénin (2.4), Cameroun (0.9), Cap-Vert (0.1), Congo, Rép. dém. du (0.2), Côte d'Ivoire (0.2), Erythrée (2.8), Ghana (1.1), Kenya (11.0), Lesotho (1.9), Libéria (0.6), Niger (6.9), Madagascar (0.9), Mali (2.2), Sao Tomé et Príncipe (0.3), Somalie (3.1), Soudan (29.1), Swaziland (0.8), Tanzanie, R.U. (3.5), Zimbabwe (14.0) Zimbabwe (23.0)	117.7
TOTAL			124.9

1/ Sur la base des informations fournies par le PAM au SMIAR à la mi-novembre 2005.

**Tableau 5. Achats locaux en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005
(en milliers de tonnes) 1/**

Donateur	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Allemagne	Kenya (0.4), Lesotho (0.4), Malawi (0.5), Sénégal (0.7), Tanzanie, R.U. (0.4), Zambie (3.5), Zimbabwe (3.3)	9.2
Belgique	Niger (1.0)	1.0
Canada	Niger (0.1)	0.1
CE	Burundi (0.4), Congo, Rép.dém. du (2.2), Ethiopie (53.0), Mauritanie (14.3), Madagascar (3.4), Soudan (5.0), Zambie (5.6)	83.9
Espagne	Soudan (0.3)	0.3
Etats-Unis	Kenya (0.1)	0.1
NGOs	Tchad (1.1), Congo, Rép. dém. du (3.8), Erythrée (0.2), Ethiopie (0.5), Malawi (3.3), Mali (0.4), Niger (1.1), Soudan (0.1), Swaziland (0.4), Tanzanie, R.U.(0.4)	11.3
PAM	Angola (0.5), Bénin (0.2), Burkina Faso (4.7), Burundi (2.6), Rép. centrafricaine (0.3), Congo, Rép. dém. du (5.6), Côte d'Ivoire (1.1), Ethiopie (103.7), Ghana (1.4), Kenya (81.1), Lesotho (40.1), Libéria (0.8), Malawi (50.0), Mali (6.3), Mozambique (4.8), Namibie (4.0), Niger (5.0), Rwanda (4.4), Sénégal (6.6), Soudan (47.1), Swaziland (3.3), Tanzanie, R.U. (28.5), Ouganda (111.7), Zambie (30.5), Zimbabwe (8.0)	552.3
TOTAL		658.2

1/ Sur la base des informations fournies par le PAM au SMIAR à la mi-novembre 2005.

Tableau 6. Contributions d'aide alimentaire en céréales et pourcentage livré en Afrique subsaharienne en 2004/05 ou 2005 (en milliers de tonnes)

Donateur/bénéficiaire	Canada	Chine	CE	Japon	ONG	Autres	États-Unis	PAM	Contributions d'aide alimentaire	Pourcentage livré à la mi-novembre 1/
Afrique de l'Est	5.0	-	0.4	16.2	5.4	-	660.1	1389.8	2 071.9	86
Burundi	-	-	-	-	-	-	-	41.4	41.4	100
Comores	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	-	-	-	-	5.1	-	-	3.6	8.7	100
Érythrée	-	-	-	2.9	-	-	73.7	82.8	159.4	88
Éthiopie	5.0	-	-	-	0.3	-	299.8	410.8	715.9	91
Kenya	-	-	-	-	-	-	60.5	108.2	168.7	83
Ouganda	-	-	-	-	-	-	128.4	62.2	190.6	47
Rwanda	-	-	-	-	-	-	5.0	13.7	18.7	88
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	-	-	0.4	-	-	-	52.8	34.8	88.0	60
Soudan	-	-	-	-	-	-	39.9	606.8	646.7	95
Tanzanie, U.R.	-	-	-	13.3	-	-	-	25.5	38.8	100
Afrique australe	-	-	13.4	21.7	5.7	-	170.2	239.1	450.1	85
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	8.4	-	8.4	-
Angola	-	-	1.4	8.7	-	-	20.6	41.2	71.9	83
Botswana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	-	-	-	-	-	-	-	5.9	5.9	100
Madagascar	-	-	-	-	-	-	19.8	16.4	36.2	92
Malawi	-	-	-	-	1.9	-	2.4	28.0	32.3	94
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0	-
Mozambique	-	-	-	13.0	-	-	43.8	20.2	77.0	68
Namibie	-	-	-	-	-	-	-	1.5	1.5	100
Swaziland	-	-	-	-	1.2	-	-	1.6	2.8	100
Zambie	-	-	-	-	-	-	62.1	0.8	62.9	100
Zimbabwe	-	-	12.0	-	2.6	-	13.1	123.5	151.2	89
Afrique de l'Ouest	-	5.0	13.7	58.7	2.8	10.6	169.4	239.0	499.2	84
Pays côtiers	-	-	-	16.0	0.6	1.0	74.5	87.7	179.8	71
Bénin	-	-	-	5.8	-	-	5.7	2.5	14.0	57
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	-	8.4	8.4	100
Ghana	-	-	-	-	-	-	43.1	3.3	46.4	45
Guinée	-	-	-	10.2	-	1.0 a/	6.5	13.1	30.8	48
Libéria	-	-	-	-	0.6	-	3.7	48.3	52.6	99
Nigéria	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	-	-	-	-	-	-	15.5	12.1	27.6	89
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays sahéliens	-	5.0	13.7	42.7	2.2	9.6	94.9	151.3	319.4	91
Burkina Faso	-	-	-	6.1	0.1	-	18.0	0.1	24.3	100
Cap-Vert	-	-	8.7	3.6	-	-	18.7	1.3	32.3	87
Gambie, Rép. de	-	-	-	4.9	-	-	1.4	2.7	9.0	100
Guinée-Bissau	-	5.0	-	-	-	-	0.5	4.3	9.8	95
Mali	-	-	-	6.0	-	-	-	8.6	14.6	100
Mauritanie	-	-	5.0	8.1	-	-	32.0	28.2	73.3	70
Niger	-	-	-	7.2	1.6	4.6 b/	15.2	50.4	79.0	96
Sénégal	-	-	-	6.8	-	-	4.4	2.9	14.1	100
Tchad	-	-	-	-	0.5	5.0 c/	4.7	52.8	63.0	100
Afrique centrale	-	-	-	3.3	-	-	15.0	54.7	73.0	79
Cameroun	-	-	-	-	-	-	11.0	0.9	11.9	8
Congo, Rép.dém. du	-	-	-	-	-	-	4.0	49.0	53.0	92
Congo, Rép. du	-	-	-	-	-	-	-	2.0	2.0	100
Gabon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rép. centrafricaine	-	-	-	-	-	-	-	2.2	2.2	100
Sao Tomé et Príncipe	-	-	-	3.3	-	-	-	0.6	3.9	100
TOTAL	5.0	5.0	27.5	99.9	13.9	10.6	1 014.7	1 922.6	3 099.2	86

1/ Pourcentages calculés à partir de chiffres non arrondis.

a/ 1.0 de l'Inde.

b/ 0.2 de l'Égypte, 3.4 du Nigéria et 1.0 de la Suisse.

c/ 5.0 de l'Inde.

**Vous trouverez ci-dessous la traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires
présentés pour chaque pays d'Afrique subsaharienne dans la version anglaise
du présent rapport**

BILAN CÉRÉALIER POUR L'ANNÉE COMMERCIALE 20../..ou 20.. (année commerciale)

	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total
céréales				
			(en milliers de tonnes)	
Production : année précédente				
Production : moyenne des 5 années précédentes				
Importations : année précédente				
Importations: moyenne des 5 années précédentes				
<u>Disponibilités pour 20../.. ou 20..</u>				
Production en 20..(riz en équivalent paddy)				
Production en 20..(riz en équivalent usiné)				
Baisse éventuelle des stocks				
<u>Utilisation 20../.. ou 20..</u>				
Alimentation humaine				
Consommation non alimentaire				
Exports ou re-exportsations				
Reconstitution éventuelle des stocks				
<u>Besoins d'importations en 20../.. ou 20</u>				
Importations commerciales prévues				
dont : réalisées ou négociées				
Besoins d'aide alimentaire				
<u>Situation des aides alimentaires</u>				
Engagements d'aide alimentaire				
dont: livraisons effectuées				
Achats financés par des donateurs, dont :				
- pour utilisation dans le pays				
- pour l'exportation				
<u>Consommation par habitant (kg/an)</u>				
<hr/>				
<u>Indicateurs</u>				
(pourcentage)				
Production en 20.. : comparaison avec la moyenne (riz en équivalent paddy)				
Besoins d'importation en 20.. : comparaison avec la moyenne				
Part des céréales dans l'apport total en calories				
<u>Informations supplémentaires</u>				
Autres cultures importantes				
Période de soudure				
Population (en milliers)				
PNB en 20... par habitant (dollars EU)				

TERMINOLOGIE

"Utilisation": Tous les éléments d'utilisation concernant le blé et les céréales secondaires sont exprimés en équivalent grain. S'agissant du riz, tous les éléments sont exprimés sous forme usinée. L'utilisation non alimentaire comprend les pertes d'après récolte, l'utilisation sous forme de semences ou pour l'alimentation animale, ou encore l'usage industriel pour toutes les céréales.

Les **"pays ayant besoin d'une aide extérieure d'urgence"** devraient manquer de ressources pour traiter eux-mêmes les problèmes d'insécurité alimentaire et auront besoin de l'aide de la communauté internationale. Ils relèvent de trois grandes catégories:

- Pays confronté à un **déficit exceptionnel des disponibilités vivrières** par suite de mauvaise récolte, de catastrophe naturelle, d'interruption des importations, de perturbation de la distribution, de pertes excessives après récolte ou d'autres goulots d'étranglement des approvisionnements.
- Dans les pays où **le manque d'accès est généralisé**, une part importante de la population est jugée dans l'impossibilité d'acheter de la nourriture sur les marchés locaux, en raison de revenus trop faibles, de la cherté exceptionnelle des produits alimentaires ou de l'incapacité à circuler dans le pays.
- Les cas **de grave insécurité alimentaire localisée** peuvent être dus à l'afflux de réfugiés, à la concentration de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ou à la combinaison, en certains endroits, des pertes de récolte et de l'extrême pauvreté.

Les désignations employées ainsi que la présentation du contenu de ce bulletin n'impliquent en aucune façon l'expression d'une opinion de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à propos du statut juridique ou constitutionnel d'un quelconque pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou encore concernant la délimitation de ses frontières.